
Écrire l'histoire des luttes urbaines

À propos de travaux récents sur le Québec contemporain

Olivier Chatelan

🔗 <https://publications-prairial.fr/larhra/index.php?id=1078>

Electronic reference

Olivier Chatelan, « Écrire l'histoire des luttes urbaines », *Les Carnets du LARHRA* [Online], 1 | 2014, Online since 24 septembre 2024, connection on 25 septembre 2024. URL : <https://publications-prairial.fr/larhra/index.php?id=1078>



Écrire l'histoire des luttes urbaines

À propos de travaux récents sur le Québec contemporain

Olivier Chatelan

OUTLINE

Aux origines de la mobilisation citoyenne contre les grands projets urbanistiques montréalais dans le dernier tiers du XX^e siècle : le cas du quartier Hochelaga-Maisonneuve

De la justice sociale à la protection de l'environnement : trente ans de luttes urbaines à Montréal

TEXT

- 1 Une recherche commencée depuis cette année en tant que chercheur associé au LARHRA se propose de reprendre la question des luttes urbaines à nouveaux frais et de la traiter par une démarche et des méthodes historiques. Que sont les « luttes urbaines » ? Celles-ci s'entendent pour les observateurs contemporains de ces conflits comme les mobilisations qui portent *sur* la ville et non pas toutes celles qui se déroulent *dans* la ville. L'expression ne désigne donc pas l'ensemble des luttes sociales qui ont lieu dans l'espace urbain mais les actions collectives, concertées et conflictuelles, parfois illégales, qui visent à s'opposer localement à des politiques urbanistiques orchestrées par l'État ou des collectivités publiques tout en participant à des débats globaux. La grande majorité d'entre elles se sont déroulées entre le début des années 1960 et la fin des années 1970.
- 2 Un grand nombre d'agglomérations françaises, parmi lesquelles beaucoup de villes moyennes, mais aussi des métropoles européennes (en Italie, en Espagne, aux Pays-Bas ou en Belgique) et nord-américaines (États-Unis et Canada), ont connu au cours de ces deux décennies de forts mouvements de contestation¹. Or, les luttes urbaines occupent une place très secondaire dans l'historiographie française des mouvements sociaux. Les raisons du désintérêt des historiens sont multiples : une trop grande proximité temporelle avec

les événements, qui limite le nécessaire recul critique ; la dispersion des sources due à la multitude de conflits locaux parfois très éphémères ; la focalisation de l'attention sur Mai 68 et ses origines. Postérieures, les violences urbaines des jeunes des grands ensembles ont pourtant fait l'objet de travaux précis et documentés², et prouvent que de telles recherches peuvent être entreprises par des historiens.

- 3 À l'inverse, les luttes urbaines ont, en leur temps, fortement mobilisé l'attention des sociologues, en Europe et outre-Atlantique. En France, l'équipe de recherche constituée autour de Manuel Castells au sein du Centre d'études des mouvements sociaux à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) a mené une série d'enquêtes au milieu des années 1970 qui portaient précisément sur les problématiques urbaines du « cadre de vie » (transports, rénovation urbaine, logement, environnement). Castells s'est efforcé dans plusieurs ouvrages³ de théoriser la signification et la portée sociologique de ces luttes menées sur le « front de la consommation » et de la « vie quotidienne », pour reprendre la terminologie alors en usage chez les chercheurs. L'essentiel de cette littérature est marquée par la grille d'analyse marxiste qui domine alors les débats en sciences sociales. La question du « droit à la ville » formulée par le philosophe Henri Lefebvre cristallise durablement l'opposition entre les tenants d'une approche « autonome » de la problématique urbaine et ceux qui examinent les luttes urbaines sous l'angle de leur nécessaire intégration dans le combat plus général de la lutte de la classe ouvrière contre l'oppression capitaliste.
- 4 Un récent séjour d'études au Canada à l'invitation de deux laboratoires de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM)⁴ nous a permis de faire un état des lieux de l'historiographie canadienne francophone sur les luttes urbaines. Deux ouvrages ont particulièrement retenu notre attention et nous souhaiterions ici les présenter en quelques lignes, afin d'expliquer pour chacun d'entre eux leur apport possible à une histoire des luttes urbaines québécoises des années 1960-1980.

Aux origines de la mobilisation citoyenne contre les grands projets urbanistiques montréalais dans le dernier tiers du XX^e siècle : le cas du quartier Hochelaga-Maisonneuve

- 5 La ville de Montréal est l'une des métropoles nord-américaines qui a été le plus marquée par des mouvements de contestation urbaine au cours de la seconde moitié du dernier siècle. Les transformations urbanistiques colossales impulsées par le nouveau maire Jean Drapeau à partir de 1960 et jusqu'en 1986 expliquent pour partie l'émergence de « comités de citoyens » qui n'ont eu de cesse, dans plusieurs quartiers de la ville, de s'opposer aux différents projets municipaux. La construction du métro en vue de l'Exposition universelle que Montréal accueille en 1967, le percement de plusieurs voies autoroutières dans le tissu urbain et industriel, la restructuration du centre pour réaliser des centres d'affaires ou des équipements de vocation internationale (places Ville-Marie, des Arts ou de Radio-Canada), l'érection de nombreuses tours de bureaux (comme celle du Concordia Estates entre 1968 et 1973) ou encore la création du Parc olympique pour les Jeux de 1976 ont constitué autant de points de fixation d'une forte mobilisation contre la politique urbaine de l'équipe Drapeau, au nom d'une réappropriation de la ville par ses habitants et en faveur du maintien sur place des populations majoritairement pauvres qui résidaient dans ces quartiers totalement reconstruits.
- 6 Malgré l'importance des effets sociaux, économiques et architecturaux de ces restructurations urbaines de grande envergure et en dépit de quelques publications assez générales appuyées essentiellement sur des témoignages et l'engagement politique des auteurs⁵, il n'existe pas d'histoire scientifique de ces luttes urbaines montréalaises. La thèse récente de Benoît Bréville sur l'histoire comparée de la politique de la ville dans le quartier de

Hochelaga-Maisonneuve à Montréal et de Saint-Denis dans la banlieue parisienne s'avère donc précieuse⁶. Ce travail ne porte certes pas sur les conflits nés de la rénovation du centre-ville montréalais : pour le versant canadien, l'auteur s'est intéressé à la mise en place à partir des années 1960 des politiques de développement communautaire et de programmes dits « territorialisés » qui ont pour objectif de réduire la pauvreté dans les quartiers ouvriers de la ville. Cependant, pour retrouver les origines des mouvements populaires urbains, Benoît Bréville a dépouillé un riche corpus de sources qui permet de reconstituer la genèse des luttes urbaines qui agiteront le quartier francophone déshérité de Hochelaga dans les années 1970.

- 7 L'historien met ainsi pour la première fois en évidence le rôle du puissant et très implanté Conseil des Œuvres de Montréal (COM) dans la formation de mouvements populaires. L'origine de ce Conseil remonte à l'entre-deux-guerres où l'absence de programme public de lutte contre la pauvreté incite une quinzaine d'organismes spécialisés dans le secteur de l'hygiène, des loisirs ou de l'assistance à se regrouper en deux étapes en une Fédération des œuvres de charité canadienne-française (FOCCF) en 1932. Celle-ci change de nom deux ans plus tard pour devenir le Conseil catholique d'études et d'action sociales sur le modèle du Montreal Concil of Social Agencies anglophone. Cette structure, renommée Conseil des Œuvres de Montréal, fait de la promotion de l'animation un axe fort de son action de terrain et renouvelle considérablement le travail social auprès des populations urbaines. Alors que la pastorale traditionnelle centrée sur la paroisse décline et que l'Action catholique ouvrière d'inspiration européenne continue à penser la société en termes de classes, l'animation sociale se situe à la confluence de plusieurs influences, notamment nord-américaines : Benoît Bréville cite Saul Alinski et le *Community organizing*⁷, la sociologie urbaine de l'École de Chicago de Robert E. Park et Ernest W. Burgess, ainsi que le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) qui teste en milieu rural la création de comités locaux en vue de la participation des habitants à la planification régionale du Bas Saint-Laurent⁸.

- 8 De fait, dès 1961, le COM recrute un « travailleur social professionnel », Roger Prud'homme, qui expérimente dans le secteur de Saint-Henri un « Conseil de quartier », défini comme « association

bénévole de citoyens et d'organisations d'un secteur donné qui vise à améliorer les conditions de vie de leur milieu » et premier comité de citoyens de Montréal. Le successeur de Prud'homme⁹ en 1964, Roger Blondin, proche de l'Abbé Pierre et en partenariat avec plusieurs formes de pastorale ouvrière (prêtres-ouvriers, JOC, Mouvement des travailleurs chrétiens, Fils de la Charité), collabore étroitement avec Jacques Couture (1929-1995), cofondateur du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) et futur candidat à la Mairie de Montréal aux élections de 1974 sur un programme de rejet des projets de restructuration urbaine en cours. Dès 1966, le COM publie également les résultats d'un travail d'enquête intitulé *Opération : rénovation sociale* qui définit sept « zones prioritaires » de Montréal en croisant différentes données démographiques et socio-économiques. Il faut toutefois remarquer l'ambivalence de cette expertise géographique et sociologique issue du militantisme chrétien : si ce découpage de l'espace urbain a servi de référentiel pour le recrutement d'animateurs sociaux qui occupent une place centrale dans les luttes urbaines des années suivantes, ce rapport désigne également les quartiers à rénover, ouvrant ainsi la voie à des restructurations souvent non désirées par les habitants.

- 9 En tout état de cause, la thèse de Benoît Bréville peut servir d'appui pour des recherches complémentaires sur la naissance et le fonctionnement des comités d'action politique des quartiers populaires de la ville regroupés en 1970 au sein du Front d'action politique (FRAP), principal fer de lance des luttes urbaines montréalaises tout au long des années 1970.

De la justice sociale à la protection de l'environnement : trente ans de luttes urbaines à Montréal

- 10 Le second livre repéré sur l'histoire des luttes urbaines au Québec porte sur les recompositions récentes des actions collectives, en particulier au Canada¹⁰. Les auteurs sont tous trois des sociologues mais l'un d'entre eux, Pierre Hamel, propose dans ses travaux une mise en perspective historique qu'il fonde sur une connaissance très

précise des luttes urbaines montréalaises depuis sa thèse publiée en 1983¹¹.

- 11 L'ouvrage *Ville et conflits* dresse au chapitre 2 un « portrait historique des actions collectives à Montréal » (rédigé par Pierre Hamel) qui présente l'intérêt de cartographier dans ses grandes lignes les recompositions des luttes urbaines dans la métropole nord-américaine depuis 1960¹². L'auteur soutient que Montréal a constitué un véritable laboratoire, car s'y trouvent concentrés plusieurs enjeux politiques et sociaux à différentes échelles, qu'il faut présenter rapidement pour comprendre l'acuité des luttes urbaines dans plusieurs quartiers de la ville.
- 12 La « Révolution tranquille » québécoise ne l'a été qu'en apparence : la rapide sécularisation de la société canadienne-française s'est accompagnée de la renaissance virulente du mouvement nationaliste québécois et d'une modernisation de l'État (le gouvernement provincial) qui développe un grand nombre d'institutions et de services auparavant pris en charge par l'Église : l'éducation, la santé et les services sociaux notamment. À ce premier bouleversement de la société québécoise s'ajoute la rapide organisation du tissu associatif, notamment urbain : l'animation sociale décrite par Benoît Bréville mise en place dans les vieux quartiers industriels montréalais s'institutionnalise en un mouvement dit « communautaire » à partir des années 1970 qui devient le porte-parole des contestations sociales, soutenues en cela par la croissance des effectifs syndicaux et la radicalisation des actions étudiantes. Ce mouvement communautaire se divise sur le positionnement à adopter face aux programmes provinciaux et fédéraux voués au développement local de l'emploi (« Perspective jeunesse », « Bons d'emploi », « Jeunesse Canada au travail »...) : si certaines associations acceptent de répondre à la volonté de l'État d'externaliser certains services afin de bénéficier des subventions, d'autres préfèrent maintenir une autonomie, seule garantie à leurs yeux d'une réelle transformation sociale. C'est dans ce contexte social et politique houleux qu'émergent les luttes urbaines montréalaises.
- 13 Pierre Hamel distingue deux types au sein de ce qu'il appelle les « actions collectives conflictuelles ». Le premier, effectif de la fin des années 1960 au milieu des années 1970, correspond aux luttes qui

prennent comme objectif la réduction des inégalités sociales et la lutte contre la pauvreté. Les *sit-in* dans les bureaux gouvernementaux ont pour but de faire reconnaître l'assistance sociale comme un droit public. Dans le domaine de la santé, de la puériculture (garderies) et du logement (coopératives d'habitation) naissent plusieurs structures à visée démocratique et autogestionnaire qui refusent à la fois l'action charitable proposée par les Églises et le modèle de service public mis en place par Québec et Ottawa, jugé utilitariste et bureaucratique. La création de la clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles est une bonne illustration des initiatives qui concurrencent ou suppléent l'État dans les quartiers ouvriers. Cet organisme est fondé au milieu des années 1960 par une « coalition » (Pierre Hamel) formée d'étudiants de la faculté de médecine de l'Université Mc Gill, d'organismes communautaires et de professionnels de la santé. Elle propose une offre de soins gratuite alors que le système traditionnel est payant, et ce modèle essaime ailleurs dans la ville.

- 14 Le second type est plus directement en lien avec l'espace urbain, puisqu'il s'agit des luttes engagées sur la question de l'environnement. Beaucoup de ces groupes militants sont nés dans la décennie 1970. C'est le cas de la « Société pour vaincre la pollution » (« Society to Overcome Pollution » ou « STOP ») ou des associations « Sauvons Montréal » (« Save Montreal ») et « Le monde à bicyclette » (« Citizens on Cycles »). Pierre Hamel identifie trois enjeux différents : la pollution urbaine, la sauvegarde du patrimoine urbain et le transport « propre ». Il constate également que ces mouvements de résistance à l'urbanisation anarchique mêlent des sympathisants francophones comme anglophones. C'est un fait d'importance car ce militantisme biculturel avait été rejeté par l'Église catholique à partir de la fin du XIX^e siècle par crainte de l'assimilation des Canadiens-français au contact des jeunes Canadiens-anglais.
- 15 Certes, les éléments qui viennent d'être tirés de l'ouvrage de Fontan, Hamel et Morin ne sauraient suffire, mais ils constituent des jalons à prendre en compte pour comprendre historiquement ce qu'ont pu représenter les luttes urbaines dans les mutations contemporaines de la société canadienne. Sans doute – on le pressent sans pouvoir encore le démontrer – l'histoire de ces luttes entre-t-elle en résonance avec la sécularisation accélérée du Québec et avec les

recompositions du militantisme. Il paraît toutefois acquis que ces conflits naissent aussi de l'essor des problématiques environnementales, qu'accompagnent la désindustrialisation du centre de Montréal ou encore de nouvelles exigences de démocratie locale¹³.

- 16 L'histoire des luttes urbaines au Québec constitue à l'évidence un champ d'études à explorer. Manuel Castells l'avait bien compris, lui qui écrivait avec humour en 1973, après un séjour à Montréal pour étudier ces conflits quelques années plus tôt :

Les comités de citoyens qui se sont développés au Québec, en particulier à Montréal à partir de 1963, sur la base des problèmes de la vie quotidienne dans les quartiers, étaient en effet à leurs débuts, une parfaite expression de cette société étrange et passionnante qu'est la société québécoise, puisant à la fois dans le vieux communautarisme chrétien et dans la naïveté politique du libéralisme nord-américain, dans l'animation sociale et dans la capacité de mobilisation des « honnêtes gens » quand ils sont aux prises avec des injustices flagrantes. Telles sont en effet les racines historiques d'un des plus importants mouvements de luttes urbaines des dernières années : des quartiers pauvres et délabrés, des assistés sociaux aux prises avec le chômage, la maladie, le manque d'équipements collectifs, suivant la logique libérale du laisser-faire ; des animateurs sociaux qui, payés par la Ville de Montréal (Conseil des œuvres¹⁴) pour être des manipulateurs des besoins, essaient de remonter aux sources des problèmes ; quelques membres de la Compagnie des Jeunes Canadiens, organisme d'assistance du gouvernement fédéral, qui passent petit à petit de l'aide institutionnelle à la conscience politique... Tout le scénario pour un immense conte de Noël était prêt, neige à l'appui¹⁵ (...).

- 17 Pourtant, le désenchantement des sociologues fut réel : les résultats espérés par ces luttes n'ont pas été atteints. Ceci explique sans doute pour partie la bifurcation prise par plusieurs chercheurs en sciences sociales au début des années 1980 vers d'autres objets : les réseaux, la communication ou la consommation. Faire l'histoire des luttes urbaines suppose donc aussi d'historiciser la trajectoire collective de ces sociologues spécialistes de la ville, qui ont travaillé au plus près des militants et des acteurs de l'aménagement urbain.

NOTES

1 Aperçu très suggestif dans le livre déjà ancien de Dominique MEHL et Eddy CHERKI (dir.), *Contre-pouvoirs dans la ville. Enjeux politiques des luttes urbaines*, Autrement, 6, 1976.

2 Voir notamment Michelle ZANCARINI-FOURNEL, « Généalogie des rébellions urbaines en temps de crise (1971-1981) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2004/4, 84, p. 119-127.

3 En particulier : *La question urbaine*, Paris, Maspero, 1972 ; *The City and the Grassroots*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1983.

4 Nous avons pu proposer en octobre 2013 une conférence portant sur « les luttes urbaines en France dans les années 1960 et 1970 » auprès des membres du *Bulletin d'histoire politique* (revue de l'Association québécoise d'histoire politique). Une autre conférence dans le cadre du séminaire du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal (LHPM) a porté sur les croisements possibles entre histoire urbaine et histoire religieuse au XX^e siècle.

5 Une exception, mais dans un article trop court : Bernard DIONNE, « Cinquante ans de luttes pour démocratiser Montréal », dans *Montréal, L'oasis du nord*, Autrement, coll. « Monde », n° 62, 1992, p. 116-131.

6 Benoît BRÉVILLE, *Innercity montréalais et banlieue parisienne, politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté urbaine : la politique de la ville à Hochelaga-Maisonneuve (Canada) et Saint-Denis (France), années 1960-début des années 2000*, thèse de doctorat d'histoire réalisée en cotutelle sous la direction d'Annie Fourcaut et de Paul-André Linteau, Université Paris 1-Sorbonne-UQÀM, 2011.

7 Sur l'auteur du *Manuel de l'animateur social : une action directe non violente* (Paris, Seuil, 1976, seul livre d'Alinsky traduit en français), voir en particulier Michael C. Behrent, « Saul Alinsky, la campagne présidentielle et l'histoire de la gauche américaine », *La Vie des idées*, 10 juin 2008.

8 Benoît BRÉVILLE, *Innercity montréalais et banlieue parisienne...*, op. cit., p. 156-162.

9 Il quitte en 1964 son poste d'organisateur communautaire du COM pour devenir directeur de la Société de service social aux familles (SSSF), première agence laïque de service social à Montréal.

- 10 Jean-Marc FONTAN, Pierre HAMEL et Richard MORIN, *Ville et conflits. Action collective, justice sociale et enjeux environnementaux*, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Études urbaines », 2012.
- 11 Pierre HAMEL, *Logement et luttes urbaines à Montréal (1963-1976)*, Université de Montréal, Faculté de l'aménagement, coll. « Cahiers de la recherche », 1983. Son ouvrage *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais* (Presses de l'Université de Montréal, coll. « Politique et économie », 1991) a complété l'armature théorique de ses premiers travaux.
- 12 Jean-Marc FONTAN, Pierre HAMEL et Richard MORIN, *Ville et conflits...*, *op. cit.*, p. 49-86.
- 13 Nicolas DOUAY, « L'activisme urbain à Montréal : des luttes urbaines à la revendication d'une ville artistique, durable et collaborative », *L'Information géographique*, 2012/3, vol. 76, p. 83-96.
- 14 Castells fait ici une erreur : le Conseil des Œuvres de Montréal ne dépend pas de la municipalité montréalaise, comme nous l'avons indiqué plus haut.
- 15 Manuel CASTELLS, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspéro, 1973, p. 53.

AUTHOR

Olivier Chatelan
LARHRA, UMR 5190